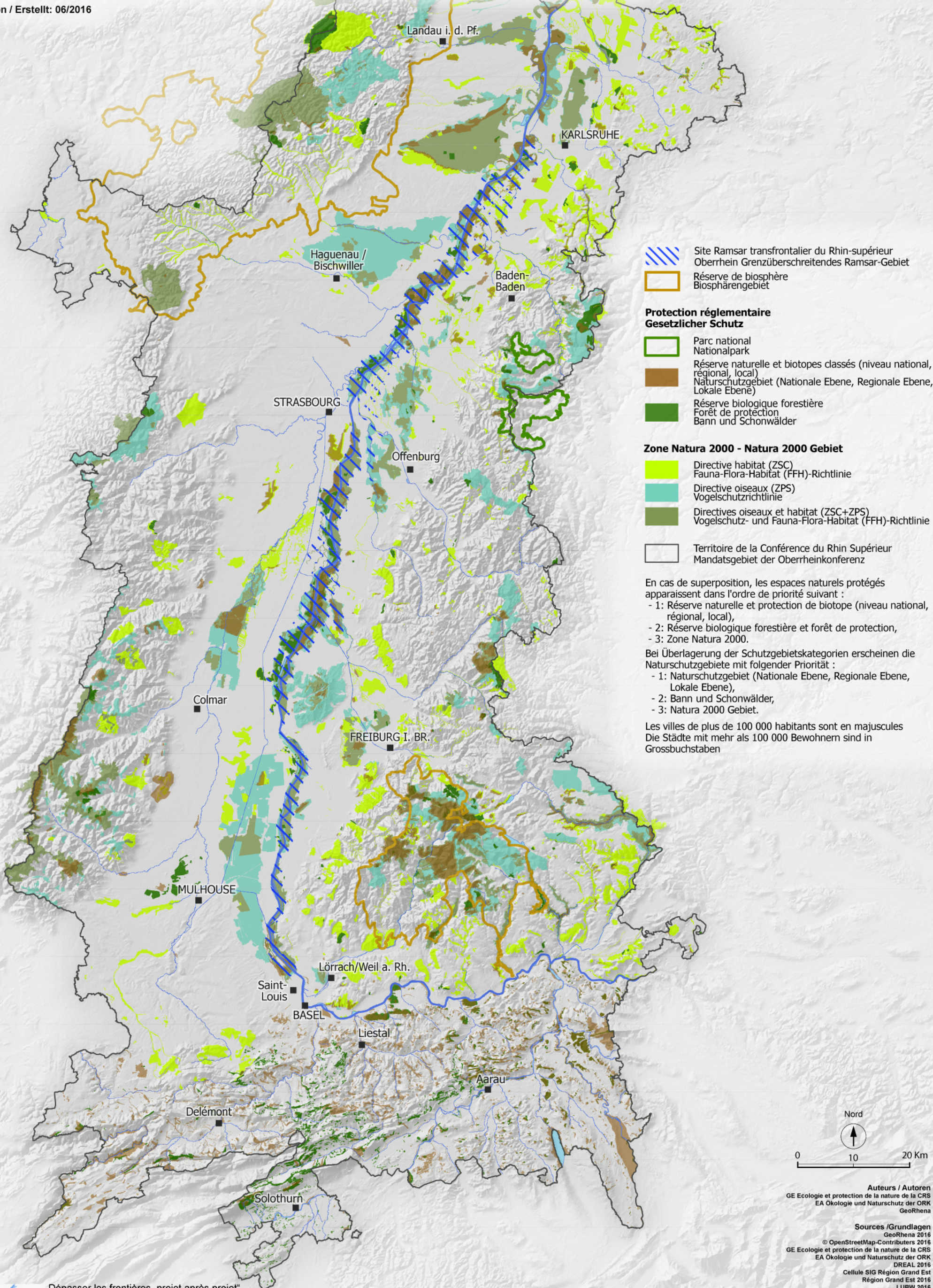


Espaces naturel protégés ou d'importance internationale dans le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur - 2016

Naturschutzflächen im Mandatsgebiet der Oberrheinkonferenz – 2016

Réalisation / Erstellt: 06/2016



Notice de la carte des Espaces Naturels Protégés sur le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur

Catégorie		Champ d’application	Procédure	Effets du classement	Objectif de la Protection/niveau de la mesure
Réserve de biosphère		Une réserve de biosphère est une reconnaissance par l'UNESCO de zones modèles conciliant la conservation de la biodiversité et le développement durable.	Pour qu'un territoire puisse bénéficier d'une désignation, deux conditions sont à réunir : - il doit présenter une haute valeur écologique - la candidature doit être soutenue et acceptée par un maximum d’acteurs. Un dossier de candidature du territoire voulant être désigné doit être élaboré et envoyé au comité « Man and Biosphère ». Le Conseil international de coordination (CIC) du Programme MAB décide ensuite de la suite donnée à la candidature.	Une réserve de biosphère a la particularité de ne pas imposer de législation et d'être structurée en trois secteurs : une zone de protection renforcée appelée « aire centrale » qui se superpose à une zone possédant déjà une réglementation stricte en matière de protection de la nature, une « zone tampon » où les activités humaines durables sont tolérées et une « aire de transition » beaucoup plus large avec faibles contraintes. La mise en œuvre de ces textes dépend de la juridiction du pays dans lequel elles se trouvent et s'appuie pour les aires centrales sur des espaces légalement protégés, à l'image des parcs nationaux ou des réserves naturelles.	Promouvoir des approches et des moyens pour réconcilier la conservation de la diversité biologique avec son utilisation durable par les populations humaines. Ainsi, une répartition par zones et une gestion appropriée sont combinées avec l'utilisation des ressources naturelles au profit des communautés locales. Ceci inclut la recherche, la surveillance, l'éducation et la formation
Convention de Ramsar		Il s’agit d’un traité international adopté le 2 février 1971 dans la ville « Ramsar » en Iran. Le label est attribué aux zones humides répondant aux critères suivants : neuf critères d'identification des zones humides d'importance internationale s’organisent autour des points ci-après : sites contenant des types de zones humides représentatifs, rares ou uniques, critères tenant compte des espèces ou des communautés écologiques, critères spécifiques tenant compte des oiseaux d'eau, critères spécifiques tenant compte des poissons, Critère spécifique tenant compte d'autres espèces. Par ailleurs les pays signataires de la convention s’engagent à gérer leurs zones humides de manière rationnelle.	Selon l’Article 2.1 de la Convention : « Chaque Partie contractante devra désigner les zones humides appropriées de son territoire à inclure dans la Liste des zones humides d'importance internationale, appelée ci-après, "la Liste", [...]Les limites de chaque zone humide devront être décrites de façon précise et reportées sur une carte, et elles pourront inclure des zones de rives ou de côtes adjacentes à la zone humide et des îles ou des étendues d'eau marine d'une profondeur supérieure à six mètres à marée basse, entourées par la zone humide, [...] ». »	Elle engage les signataires à : - tenir compte de la conservation des zones humides dans leurs plans d'aménagement, et de veiller à une utilisation « rationnelle » des zones humides ; - inscrire des sites sur la liste Ramsar et promouvoir leur conservation ; - préserver les zones humides inscrites ou non dans la liste Ramsar, soutenir la recherche, la formation, la gestion et la surveillance dans le domaine des zones humides ; - coopérer avec les autres pays, notamment pour préserver ou restaurer les zones humides transfrontalières.	Elle vise la conservation et l'utilisation durable des zones humides. L’objectif est d’enrayer leur dégradation ou disparition, aujourd'hui et demain, en reconnaissant leurs fonctions écologiques, ainsi que leur valeur économique, culturelle.
Parc National/Nationalpark	F	Sans objet dans le territoire de la conférence	Sans objet dans le territoire de la conférence	Sans objet dans le territoire de la conférence	Sans objet dans le territoire de la conférence
	D	Les parcs nationaux ont pour but, sur la plus grande partie de leur territoire, de permettre et de garantir un déroulement des processus naturels sans perturbations. Dans le respect des objectifs de la protection, les parcs nationaux doivent servir à l’observation et à l’éducation à l’environnement et ceci en étant à son contact direct. -	Dans le Bade Wurtemberg, l’assemblée du Land a adopté le 28/11/2013 le texte de loi sur le Parc National de la Forêt Noire qui a été créé le 1er janvier 2014. -	La loi sur le Parc National de la Forêt Noire fixe tous les points importants de la vie du Parc National. -	Protection à grande échelle de la dynamique naturelle des écosystèmes, amélioration des connaissances, éducation à l’environnement à travers

Notice de la carte des Espaces Naturels Protégés sur le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur

					son contact direct.
	CH	Sans objet dans le territoire de la conférence -	Sans objet dans le territoire de la conférence	Sans objet dans le territoire de la conférence	Sans objet dans le territoire de la conférence
Réserve Naturelle Nationale (RNN)/National Naturschutzgebiet (Land)	F	Conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présentant une importance particulière ou qu'il convient de soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.	A l'initiative de l'Etat, sur sollicitation d'une collectivité, d'une personne morale ou d'une personne physique. Décret de classement signé par le premier Ministre et par le Ministre de l'Environnement.	Variables en fonction du décret de création de la réserve : le classement réglemente ou interdit toute action susceptible de nuire au développement de la faune, de la flore et du milieu naturel (circulation, activités agricoles, chasse, pêche, infrastructures, constructions...). La réglementation tient compte d'activités existantes. Un comité supervise la gestion de la réserve. Un plan de gestion est rédigé. L'accès du public est autorisé sauf exception.	Protection générale de la nature. Niveau national.
	D	Zones dans lesquelles une protection particulière de la nature et des paysages s'exerce pour des raisons scientifiques, d'histoire naturelle, de préservation du patrimoine, de biotopes, de communautés vivantes ou de certaines espèces animales, et végétales sauvages qui sont garantis en tant qu'espaces naturels.	La désignation d'espaces naturels protégés (§ 23 du texte national sur la protection de la nature) résulte d'une prescription légale : en Bade Wurtemberg par le Président du Land et en Rheinland-Pfalz par les directions des structures et des autorisations.	Les arrêtés de protection fixent les objectifs, les interdictions et les autorisations dans les espaces naturels protégés. La gestion s'effectue par les autorités de protection de la nature, en forêt par l'office de gestion des forêts.	Protection sur le plan de la nature ou du territoire de parties de paysages comme de milieux et d'espèces.
	CH	Les espaces naturels protégés servent à la protection, à la préservation et au développement de la biodiversité comme à la protection des objets géologiques naturels	Les cantons sont compétents pour la protection et l'entretien de la nature ainsi que pour les « éléments » naturels d'importance nationale. Les « éléments » sont classés par décret (ordonnance de protection) du Regierungsrat placés sous protection par contrat de service (v.a. Réserves forestières).	Les arrêtés de protection fixent la protection et l'entretien des espaces naturels protégés	Protection générale de la nature à l'intérieur du périmètre de protection et promotion des spécificités de la valeur de la nature indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un objet à vocation régionale ou nationale.
Réserve Naturelle Régionale (RNR)/Regional Naturschutzgebiet (Regierungspresidium)	F	Idem que pour les Réserves Naturelles Nationales.	A l'initiative du Conseil Régional ou du propriétaire (personne physique ou morale). 1. Si accord des propriétaires le classement décidé par délibération du Conseil Régional. La délibération est transmise à l'Etat. 2. Si pas d'accord des propriétaires, la possibilité est offerte de passer par un Décret pris en Conseil d'Etat.	Idem que les Réserves Naturelles Nationales, sauf en ce qui concerne les activités minières et l'extraction de matériaux qui ne peuvent pas être réglementées.	Protection Générale de la Nature. Niveau Régional.

Notice de la carte des Espaces Naturels Protégés sur le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur

			La Région privilégie la 1 ^{ère} solution.		
	D				
	CH		Identique aux „éléments“ nationaux.	Identique aux „éléments“ nationaux.	Identique aux „éléments“ nationaux.
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)	F	Visé à prévenir la disparition d'espèces officiellement protégées en assurant la protection de leur biotope. Peut s'exercer sur tout ou partie d'un département.	Initiative et décision sont du ressort de l'Etat (arrêté signé par le Préfet de Département) qui peut être sollicité par une collectivité, une personne morale ou une personne physique. L'avis des communes est sollicité.	L'arrêté fixe les mesures destinées à la conservation du biotope lui-même des espèces protégées pour lesquelles le classement est pris. Il n'implique pas une protection des espèces qui ne sont pas officiellement protégées. Un comité consultatif peut être mis en place, mais il n'est pas obligatoire.	Protection du biotope des espèces protégées. Niveau départemental.
	D	Biotopes protégés par la loi figurent au § 30 BNatSchG et dans les textes sur la protection de la nature (§ 33 NatSchG BW). Il s'agit de milieux particulièrement menacés et précieux comme par exemple les tourbières, les prairies humides, les pelouses sèches. Ils sont définis en fonction des lieux selon l'association des espèces, de la végétation et d'autres spécificités.	Protection immédiate par la loi.	Protection immédiate par la loi.	Protection de biotopes rares ou menacés.
	CH	Pas d'équivalent en Suisse	Pas d'équivalent en Suisse	Pas d'équivalent en Suisse	Pas d'équivalent en Suisse
Réserves biologiques forestières (domaniale et forestière) /Bann und Schonwälder	F	Espaces forestiers de taille variable, soumis au régime forestier et gérés par l'Office National des Forêts (ONF). Dites « domaniales » si elles sont propriété de l'Etat et « forestières » si elles appartiennent à une commune, à un établissement public, à un propriétaire privé ... Il s'agit de milieux présentant une rareté, une richesse ou une fragilité exceptionnelles.	Classement relevant d'un arrêté signé conjointement par les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement. Le classement peut être sollicité par l'ONF, par une partie tierce ou par un propriétaire.	Elles peuvent-être intégrales ou « dirigées » : dans le premier cas aucune intervention humaine n'est effectuée ; dans le second, des mesures de gestion spécifiques sont appliquées par l'ONF en vue de diriger l'évolution vers un objectif défini. Un comité consultatif assure le suivi.	Protection générale de la nature (forêt). Niveau national.
	D	Comme réserve intégrale (§ 32 LWaldG BW) par ex réserve forestière, sont désignées les réserves intégrales, dans lesquelles il n'est pratiqué aucune exploitation forestière. Dans les réserves intégrales on examine scientifiquement, comment la communauté forestière évolue en l'absence de toute intervention humaine. Les réserves dirigées (§ 32 LWaldG BW par ex réserves biologiques forestières (§ 19 LWaldG R.-P.) sont des réserves forestières qui ont pour but de préserver des milieux forestiers typiques, représentatifs de communautés forestières aux biotopes complexes rares ou en passe de le devenir, qui offrent des milieux à des espèces protégées. Ils servent également à la préservation de formes historiques de gestion	La désignation de zones de protection forestière résulte en général de directives prises par les autorités forestières supérieures.	L'ordonnance de protection fixe les objectifs, les interdictions, les autorisations dans les zones de protection forestière. La gestion dans la réserve dirigée est assurée par l'office des forêts ou le propriétaire.	Protection de processus naturels. Protection de paysages typiques, de communautés forestières rares ou de formes d'exploitation.

Notice de la carte des Espaces Naturels Protégés sur le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur

		forestière. Les réserves dirigées sont, contrairement aux réserves intégrales exploitées et gérées.			
	CH	Les réserves forestières constituent des espaces naturels protégés en forêt. Selon les cantons ils sont placés sous protection par une législation forestière ou par une législation environnementale. Ils visent à la protection, au maintien ou au développement de la diversité forestière, le maintien de systèmes d’exploitation forestiers particuliers, à la protection d’objets géologiques naturels comme à la protection de processus de développement naturels (protection de processus).	La protection intervient dans la plupart des cantons à travers de contrats d’entretien de longue durée, en partie par des décrets de protection (comme pour les espaces naturels protégés).	Les contrats de servitudes fixent avec les propriétaires forestiers sur une base privée, la protection, l’entretien l’indemnisation des objets protégés. Les décrets de protection par contre valent pour l’ensemble de la population.	Protection générale de la biodiversité forestière et développement de la valeur d’objets naturels spécifiques.
Forêt de protection	F	Les forêts de protection sont des forêts placées sous un régime particulier dénommé "régime forestier spécial" qui concerne les forêts reconnues nécessaires au maintien des terres en montagne et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables. Sont également concernées les forêts situées à la périphérie des grandes agglomérations ou celles dont le maintien s’impose pour des raisons écologiques ou pour le bien-être de la population.	L’initiative en revient au préfet qui établit la liste des bois et forêts susceptibles d’être classés comme forêts de protection. Le préfet soumet le projet de classement à enquête publique dans chacune des communes concernées. Après cette enquête et l’avis des conseils municipaux, le dossier est soumis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. La décision est prise par décret en conseil d’Etat.	Le classement interdit tout changement d’affectation ou de mode d’occupation du sol de nature à compromettre le maintien des boisements. Il impose au propriétaire des modalités de gestion qui découlent de cet objectif.	Maintien de l’état boisé Niveau national
	D	La forêt peut être déclarée forêt de protection par prescription légale, s’il s’agit de défense ou de protection d’atteintes à l’environnement préjudiciables, en particulier de dangers, d’inconvénients ou nuisances significatifs de manière générale, de réaliser différentes mesures de gestion forestières ou de ne pas les réaliser.	La désignation en tant que réserve forestière résulte d’un décret de classement.	Le décret fixe les objectifs, les interdictions et les oppositions des forêts de protection.	Maintien des fonctions de protection.
	CH	Schutz- und Bannwälder servent à la protection contre les chutes de pierres, les glissements de versants. dienen dem Schutz vor Steinschlag und Hangrutschen. Il ne s’agit par de réserves forestières (bzw. Zones de protection de la nature).	S’appuyant sur la carte des risques naturels, les forêts de protection sont intégrées dans les plans de développement forestier.	Toutes les mesures sont orientées sur la vocation de protection.	Maintien de fonctions de protection optimales.
	F	Zones Spéciales de Conservation (ZSC) désignées au titre de la Directive "Habitats, Faune, Flore" 92/43/CE du 21 mai 1992 : espaces destinés à protéger et à gérer de manière adaptée, des milieux naturels, des plantes, ou des espèces animales, actuellement rares et vulnérables dans l’Union Européenne.	Périmètre défini par arrêté ministériel, puis validation par la commission européenne.	Rédaction d’un « document d’objectifs » (DOCOB), plan de gestion décrivant l’état initial, les enjeux et les objectifs de gestion du site pour le maintien ou la restauration des habitats naturels et des espèces. Il propose un plan d’action. Les actions peuvent prendre la forme de chartes	

Notice de la carte des Espaces Naturels Protégés sur le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur

Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) désignés comme sites « habitats naturels-espèces » / Natura 2000 Fauna Flora Habitat (FFH)				ou de contrats Natura 2000. Les chartes : il s'agit d'un engagement des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à respecter des bonnes pratiques de gestion des milieux. Elles permettent l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Elles donnent accès à certaines aides publiques notamment en matière de gestion forestière. Les contrats : ils permettent la mise en œuvre de mesures concrètes de gestion respectant un cahier de charges prévoyant des mesures plus ou moins contraignantes mais rémunérées pour compenser la perte d'exploitation. Il existe trois types de contrats : les contrats en milieu agricole, en milieu forestier et dans les autres milieux naturels. Evaluation des incidences pour toute activité envisagée au sein d'un site Natura 2000, il appartient au porteur de projet d'en évaluer les effets sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire présents et de veiller à ne pas leur porter atteinte.	
	D	Zones d'intérêt communautaire, désignées sur la base de la directive Faune Flore Habitat. Celle-ci prescrit la protection à l'échelle européenne de milieux naturels ou proches des milieux naturels, des espèces animales, floristiques menacées. Les milieux naturels sont répertoriés à l'annexe I, les espèces aux annexes II, IV et V de la directive.	Sélectionnés à l'échelle du Land et dans des périmètres déterminés juridiquement à l'échelle du Regierungs-Präsidium (§ 17 LNatSchG R.-P.) qui sont indiqués à la commission européenne.	Etablissement de plans de gestion Natura 2000 dans lesquels sont identifiés et répertoriés le type milieux et leur composantes en association avec les espèces, les objectifs en vue de leur conservation et de leur développement sont fixés ainsi que les mesures correspondantes.	
				Les plans de gestion Natura 2000 sont opposables pour les autorités. Pour la garantie	

Notice de la carte des Espaces Naturels Protégés sur le périmètre de la conférence du Rhin Supérieur

				de maintien des milieux et des lieux de vie des espèces des contrats sont établis avec les utilisateurs du sol et les propriétaires.	
	CH	Pas d'équivalent en Suisse. L'inventaire des biotopes de l'Etat correspondrait cependant à Natura 2000. Pour la protection contractuelle ce sont les cantons qui sont compétents.			
Natura 2000 Zone de Protection Spéciale (ZPS) désignés comme sites « Oiseaux » / Natura 2000 Vogelschutzgebiet	F	Les Zones de Protection Spéciales (ZPS) désignées au titre de la Directive Oiseaux 79/409/CEE du 2 avril 1979 (actualisation <u>Directive "Oiseaux" 2009/147/CE du 30 novembre 2009</u>) : espaces essentiels à la survie de certaines espèces d' oiseaux rares ou menacées dans l'Union Européenne. Ils concernent des zones de reproduction, d'alimentation, d'hivernage ou de migration de ces espèces.	Périmètre défini par arrêté ministériel puis validation par la commission européenne.	Mêmes effets que pour les Zones Spéciales de Conservation.	
	D	Sites particuliers d'après la directive « Oiseaux ». Celle-ci sert à la protection et au maintien de toutes les espèces sauvages d'oiseaux des pays membres.	Sélectionnés à l'échelle du Land et dans des périmètres déterminés juridiquement à l'échelle du Regierungs-Präsidium (§ 17 LNatSchG R.-P.) qui sont indiqués à la commission européenne.	Même procédure que pour les sites Faune Flore Habitat.	Garantie du maintien de la diversité des espèces par la conservation des milieux naturels, des plantes et des animaux sauvages.
	CH	Les zones de protection des oiseaux d'eau et d'oiseaux migrateurs s'appuient sur des dispositions relatives à la chasse. Comme pour les zones de protection des espaces naturels, ce sont les cantons qui sont compétents pour la protection et l'entretien des objets naturels protégés.	Le Conseil d'Etat délivre les décrets de protection.	Même effet que dans les zones de protection des espaces naturels.	Protection des oiseaux d'eau et des oiseaux migrateurs vis à vis de la chasse et des dérangements et sécurisation des zones de nidification.

Notiz zur Karte der Naturschutzgebiete im Gebiet der Oberrhein Konferenz

Kategorie		Anwendungsbereich	Verfahren	Auswirkung der Anordnung	Ziel der Maßnahme/Stufe der Maßnahme
Biosphärreservat		Ein Biosphärenreservat ist eine von der UNESCO initiierte Modellregion, in der nachhaltige Entwicklung in ökologischer, ökonomischer und sozialer Hinsicht exemplarisch verwirklicht werden soll (<i>Weltnetz der Biosphärenreservate</i>). Das Übereinkommen[1] wurde am 2. Februar 1971 in Ramsar geschlossen und ist damit eines der ältesten internationalen Vertragswerke zum Naturschutz	Damit ein Gebiet bezeichnet werden kann sind zwei Bedingungen zu erfüllen : - das Gebiet soll einen Hohen Ökologischen Wert aufweisen ; - die Bewerbung soll unterstützt und akzeptiert werden von einer Maximale Anzahl von Partner. Ein Bewerbungsantrag soll vom dem Antragsgebiet vorbereitet werden und an den Ausschuss „Man and Biosphere“. Das Internationale Koordinationskomitee (CIC) des MAB Programm entscheidet über den Bewerbungsantrag.	Jedes Biosphärenreservat hat eine <i>Schutzfunktion</i>, eine <i>Entwicklungsfunktion</i> und eine <i>Forschungs- und Bildungsfunktion</i>. Die Biosphärenreservate sind in drei Zonen eingeteilt, eine naturschutzorientierte <i>Kern-</i>, eine am Landschaftsschutz orientierte <i>Pflege-</i> und eine sozioökonomisch orientierte <i>Entwicklungszone</i>. Die einzelnen Biosphärenreservate verbleiben unter der Hoheitsgewalt des jeweiligen Staates. Im Rahmen der <i>Internationalen Leitlinien für das Weltnetz der Biosphärenreservate</i> der UNESCO haben die einzelnen Staaten Spielraum für geeignete Umsetzungen in nationales Recht und andere Maßnahmen	Biosphärenreservate sollen Modellstandorte zur Erforschung und Demonstration von Ansätzen zu Schutz und nachhaltiger Entwicklung auf regionaler Ebene sein und haben die folgenden drei Funktionen: •<i>Schutzfunktion:</i> Bewahrung von Landschaften, Ökosystemfunktionen, Artenvielfalt und genetischer Vielfalt •<i>Entwicklungsfunktion:</i> Förderung einer wirtschaftlichen und menschlichen Entwicklung, die soziokulturell, ökonomisch und ökologisch nachhaltig ist •<i>Funktion der logistischen Unterstützung:</i> Demonstrationsprojekte, Bildung für nachhaltige Entwicklung, Forschung und Umweltbeobachtung
Ramsar Konvention		Die Ramsar-Konvention bezeichnet das <i>Übereinkommen über Feuchtgebiete, insbesondere als Lebensraum für Wasser- und Watvögel, von internationaler Bedeutung</i>. Das Übereinkomme] wurde am 2. Februar 1971 in Ramsar geschlossen und ist damit eines der ältesten internationalen Vertragswerke zum Naturschutz	Eine Deklaration als Ramsar-Gebiet ist keine Schutzkategorie im eigentlichen Sinne, das heißt, sie stellt keine konkrete rechtliche Handhabe dar, sondern ist ein „Prädikat (Gütesiegel)“, der Schutz selbst ist auf freiwilliger Basis der Unterzeichnerstaaten. Die Umsetzung der durch die Konvention eingegangenen Verpflichtungen erfolgt beispielsweise durch mehrere europäische Richtlinien und Umweltrecht auf nationaler Ebene	Vier Hauptbereiche sind von den Vertragsparteien umzusetzen: 1. Schutz von Feuchtgebieten 2. Förderung der internationalen Zusammenarbeit beim Schutz von Feuchtgebieten 3. Förderung des Informationsaustausches über Feuchtgebietsschutz und 4. Unterstützung der Arbeit der Konvention	Vorausgegangen waren dieser Konferenz erste großräumige und überregionale Wasservogelzählungen in den <u>60er Jahren</u>, die einen massiven Rückgang der betreffenden Vogelarten belegten. Das Abkommen verpflichtet die Beitrittsstaaten, geeignete Maßnahmen zu unternehmen, die Biodiversität in den ausgewiesenen Gebieten zu erhalten. Es wird kein totales Nutzungsverbot angestrebt - ein solches wäre für viele der ärmeren Staaten auch kaum

Notiz zur Karte der Naturschutzgebiete im Gebiet der Oberrhein Konferenz

					durchführbar - sondern der Grundsatz der nachhaltigen, ökologisch ausgewogenen Nutzung ("wise use") soll verwirklicht werden.
Parc National/Nationalpark	F	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz
	D	Nationalparke haben zum Ziel, in einem überwiegenden Teil ihres Gebietes den möglichst ungestörten Ablauf der Naturvorgänge in ihrer natürlichen Dynamik zu gewährleisten. Soweit es der Schutzzweck erlaubt, sollen Nationalparke auch der wissenschaftlichen Umweltbeobachtung, der naturkundlichen Bildung und dem Naturerleben dienen.	In Baden-Württemberg hat der Landtag am 28.11.2013 das Gesetz zum Nationalpark Schwarzwald beschlossen, mit welchem der Park ab dem 01.01.2014 ins Leben gerufen wurde.	Das Gesetz zum Nationalpark Schwarzwald regelt alle wesentlichen Belange des Nationalparks.	Großräumiger Schutz der natürlichen dynamischen Entwicklung und deren Erforschung, Naturbildung und Naturerlebnis.
	CH	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz	Nicht vorkommend im Gebiet der Konferenz
Réserve Naturelle Nationale (RNN)/Nationales Naturschutzgebiet	F	Bewahrung der Fauna, Flora, des Bodens, der Gewässer, der Mineralien und Fossilien und allgemein der Umwelt die einen spezifischen Wert aufweist und die vor schädlichen Einwirkungen geschützt werden sollen.	Initiative des Staates, auf Antrag einer Gemeinde, einer physischen oder juristischen Person Das Dekret wird vom Premierminister und vom Umweltminister unterzeichnet.	Unterschiedlich, abhängig von der Verordnung des Schutzgebiets: Die Verordnung beschränkt oder verbietet Handlungen, die Fauna, Flora und Umwelt beeinträchtigen können (Verkehr, Landwirtschaftliche Aktivitäten, Jagd, Fischerei, Infrastrukturen, Gebäude...). Bestehende Nutzungen werden dabei berücksichtigt. Ein Gremium verfolgt die Verwaltung des Schutzgebiets. Ein Managementplan wird erarbeitet. Die Zugänglichkeit für die Bevölkerung bleibt bis auf Ausnahmen bestehen.	Genereller Schutz der Natur von nationaler Bedeutung.
	D	Gebiete, in denen ein besonderer Schutz von Natur und Landschaft aus wissenschaftlichen, naturgeschichtlichen oder landeskundlichen Gründen oder zur Erhaltung von Lebensstätten, Biotopen oder Lebensgemeinschaften bestimmter wildlebender Tier- und Pflanzenarten notwendig ist, werden als Naturschutzgebiete gesichert.	Die Ausweisung von Naturschutzgebieten (§ 23 Bundesnaturschutzgesetz) erfolgt per Rechtsverordnung, in BW durch die Regierungspräsidien, in Rh-Pfalz durch die Struktur- und Genehmigungsdirektionen.	Die Schutzgebietsverordnungen regeln die Ziele, die Verbote und Gebote zu den Naturschutzgebieten. Das Pflegemanagement erfolgt durch die höheren und die unteren Naturschutzbehörden, im Wald durch die Forstverwaltung.	Schutz von naturschutzfachlich oder landeskundlich bedeutenden Landschaftsausschnitten sowie von Lebensräumen und Arten.
	CH	Naturschutzgebiete dienen dem Schutz, der Erhaltung und der Förderung der Biodiversität sowie dem Schutz geologischer Naturobjekte.	Für Schutz und Unterhalt der Naturschutzgebiete sind die Kantone zuständig – auch für die Objekte von nationaler Bedeutung. Die Objekte werden i.d.R. vom Regierungsrat per Dekret (Schutzverordnung) unter Schutz gestellt oder per Dienstbarkeitsvertrag (v.a. Waldreservate).	Die Schutzerlasse regeln den Schutz und den Unterhalt der Naturschutzgebiete	Genereller Schutz der Natur innerhalb des Schutzgebietsperimeters und Förderung der objektspezifischen Naturwerte unabhängig davon, ob ein Objekt nationale oder regionale Bedeutung hat.
	F	Gleich wie bei den nationalen Objekten	Initiative des Regionalrates oder des Eigentümers (physische oder juristische Person). 1. Bei Zustimmung der Eigentümer wird	Gleich wie bei den nationalen Objekten mit Ausnahme des Rohstoffabbaus, der hier nicht eingeschränkt werden kann.	Genereller Schutz der Natur von regionaler Bedeutung.

Notiz zur Karte der Naturschutzgebiete im Gebiet der Oberrhein Konferenz

Réserve Naturelle Régionale (RNR)/Regionales Naturschutzgebiet			über die Einstufung im Regionalrat beraten. Das Ergebnis wird dem Staatsrat übermittelt. 2. Wenn das Einverständnis der Eigentümer nicht vorliegt, kann das Schutzgebiet durch eine Verordnung des Staatsrats erlassen werden. Die Region präferiert die erste Variante.		
	D	Kein Äquivalent in Deutschland	Kein Äquivalent in Deutschland	Kein Äquivalent in Deutschland	Kein Äquivalent in Deutschland
	CH	Gleich wie bei den nationalen Objekten	Gleich wie bei den nationalen Objekten	Gleich wie bei den nationalen Objekten	Gleich wie bei den nationalen Objekten
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)	F	Dient dazu, die Habitats geschützter Arten zu erhalten. Der Schutz kann sich auf einen Teil oder ein ganzes Departement beziehen.	Initiative und Entscheidung in Zuständigkeit des Staates (Verordnung wird vom Präfekten des Departements unterschrieben). Dies kann auf Antrag einer Gebietskörperschaft, einer juristischen oder physischen Person erfolgen. Eine Stellungnahme der Gemeinde wird eingeholt.	Die Verordnung bestimmt die Maßnahmen die dem Erhalt der Habitats der in dieser Verordnung geschützten Arten dienen.. Ein konsultatives Gremium kann eingerichtet werden ist aber nicht erforderlich	Schutz der Biotope der geschützten Arten auf Ebene des Departements.
	D	Gesetzlich geschützte Biotope werden in § 30 BNatSchG und in den Landesnaturschutzgesetzen (§ 33 NatSchG BW) genannt und genießen unmittelbaren gesetzlichen Schutz. Es handelt sich dabei um besonders wertvolle und gefährdete Lebensräume, wie z.B. Moore, Nasswiesen und Trockenrasen. Sie werden anhand der Standortverhältnisse, der Vegetation, der Artenzusammensetzung und sonstiger Eigenschaften definiert.	Unmittelbarer gesetzlicher Schutz	Unmittelbarer gesetzlicher Schutz	Schutz seltener und bedrohter Biotope
	CH	Kein Äquivalent in der Schweiz	Kein Äquivalent in der Schweiz	Kein Äquivalent in der Schweiz	Kein Äquivalent in der Schweiz
Réserves biologiques forestières (domaniale et forestière) /Bann und Schonwälder	F	Waldgebiete unterschiedlicher Größe die der Forstverwaltung unterstehen und die von der Nationalen Forstverwaltung (ONF) verwaltet werden. Sie werden als « domaniales » bezeichnet wenn Sie Eigentum des Staates sind und als « forstlich » bezeichnet wenn Sie Eigentum einer Gemeinde, einer Anstalt öffentlichen Rechts, oder eines privaten Eigentümers sind. Es handelt sich um Gebiete die eine außerordentliche Seltenheit, eine besonders reiche Naturlausstattung oder eine besondere Schutzbedürftigkeit aufweisen.	Die Einstufung erfolgt durch eine Verordnung die gleichzeitig vom Landwirtschaftsministerium und vom Umweltministerium unterzeichnet wird. Die Verordnung kann vom ONF, einer dritten Person oder vom Eigentümer beantragt werden, .	Es wird zwischen Bann- („intégrales“) und Schonwald („dirigées“) unterschieden: Im ersten Fall wird jeder menschliche Eingriff ausgeschlossen; im zweiten Fall werden spezifische Managementmaßnahmen von der ONF getroffen, um die gewünschte Entwicklung zu fördern. Ein konsultatives Gremium übernimmt die fachliche Begleitung.	Genereller Naturschutz (Wald). Nationale Ebene.
	D	Als Bannwälder (§ 32 LWaldG BW) bzw. Naturwaldreservat (§19 LWaldG R.-P.) werden sich selbst überlassene Totalreservate ausgewiesen, in denen keine forstliche Bewirtschaftung stattfindet. In Bannwäldern wird wissenschaftlich untersucht, wie sich die Waldlebensgemeinschaft unter möglichst weitgehendem Ausschluss menschlicher Einflüsse entwickelt.	Die Ausweisung von Waldschutzgebieten erfolgt in der Regel durch Rechtsverordnung der höheren Forstbehörden.	Die Schutzgebietsverordnungen regeln die Ziele, die Verbote und Gebote zu den Waldschutzgebieten. Die Bewirtschaftung oder Pflege im Schonwald erfolgt durch die Forstverwaltung oder den Waldbesitzer.	Schutz von natürlichen dynamischen Prozesse Schutz von landschaftstypischen oder seltenen Waldgesellschaften

Notiz zur Karte der Naturschutzgebiete im Gebiet der Oberrhein Konferenz

		Schonwälder (§ 32 LWaldG BW bzw. Biotopschutzwälder (§ 19 LWaldG R.-P.) sind Waldreservate, die den Schutz und die Erhaltung von landschaftstypischen Waldbeständen, von Natur aus seltenen oder selten gewordenen Waldgesellschaften und von Biotopkomplexen, die schutzwürdigen Arten Lebensraum bieten, zum Ziel haben. Sie dienen auch zur Erhaltung von historischen Waldnutzungsformen. Schonwälder werden im Gegensatz zu Bannwäldern bewirtschaftet und gepflegt.			oder Bewirtschaftungsformen
	CH	Waldreservate sind Naturschutzgebiete im Wald. Je nach Kanton werden sie über die Waldgesetzgebung oder über die Naturschutzgesetzgebung unter Schutz gestellt. Sie dienen dem Schutz, der Erhaltung und der Förderung der Waldbiodiversität, der Erhaltung besonderer Waldbewirtschaftungsformen, dem Schutz geologischer Naturobjekte sowie dem Schutz natürlicher Entwicklungsprozesse (Prozess-Schutz)..	Der Schutz erfolgt in den meisten Kantonen mittels langjähriger Dienstbarkeitsverträge, zum Teil auch per Schutzdekrete (wie bei Naturschutzgebieten).	Dienstbarkeitsverträge regeln mit dem Waldeigentümer auf privatrechtlicher Basis Schutz, Pflege und Abgeltung der geschützten Objekte. Schutzdekrete gelten hingegen für die ganze Bevölkerung.	Genereller Schutz der Waldbiodiversität und Förderung der objektspezifischen Naturwerte.
Forêt de protection	F	Die Schutzwälder sind Wälder die unter einer Spezial Ordnung gestellt sind. Diese Spezial Ordnung wird als "régime forestier spécial" bezeichnet und betrifft die Wälder die erkannt sind als nötig zur Bewahrung der Boden im Gebirge und auf Hänge, zum Schutz gegen Lawinen, Erosion und Überschwemmungen, Versandungen. Dies sind auch betroffen die Wälder die sich im Umkreis von Großstädten befinden oder deren Bewahrung aus auf ökologischen Gründe oder zur Erholung für die Bevölkerung erfolgt.	Die Initiative liegt beim Präfekten der eine Liste der Wälder und Feldgehölze führt, die sich als Schutzwald eignen. Der Präfekt übermittelt die Vorschläge an die betroffenen Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung durchgeführt wird. Nach dieser Untersuchung und einer Stellungnahme der Gemeinderäte werden die Akten der „commission départementale de la nature, des paysages et des sites“ übergeben. Die Entscheidung erfolgt im Rahmen einer Verordnung des Regierungsrates.	Die Verordnung verbietet jede Änderung der Zweckbestimmung oder jede Art der Bodennutzung die die Erhaltung der Gehölze beeinträchtigen könnte. Sie schreibt den Eigentümern die Art des Managements vor, die sich aus den Schutzzielen ableiten.	Erhalt des Gehölz Stand Nationale Ebene
	D	Wald kann durch Rechtsverordnung zu Schutzwald erklärt werden, wenn es zur Abwehr oder Verhütung schädlicher Umwelteinwirkungen, insbesondere von Gefahren, erheblichen Nachteilen oder erheblichen Belästigungen für die Allgemeinheit oder Dritte notwendig ist, bestimmte forstliche Maßnahmen durchzuführen oder zu unterlassen	Die Ausweisung von Schutzwald erfolgt durch Rechtsverordnung.	Die Verordnungen regeln die Ziele, die Verbote und Gebote zu den Schutzwäldern	Erhaltung von Schutzfunktionen.
	CH	Schutz- und Bannwälder dienen dem Schutz vor Steinschlag und Hangrutschen. Es handelt sich nicht um Waldreservate bzw. Naturschutzgebiete.	Gestützt auf Naturgefahrenkarten werden die Schutzwälder in den Waldentwicklungsplänen festgesetzt.	Alle Massnahmen sind auf den Schutzzweck ausgerichtet.	Erhaltung der optimalen Schutzfunktion .
	F	Spezielle Schutzgebiete (ZSC) ausgewiesen auf Basis der Richtlinie « Fauna, Flora, Habitate »92/43/CE vom 21. Mai 1992 Diese schreibt den Schutz von europaweit gefährdeten, natürlichen und naturnahen Lebensraumtypen sowie von Vorkommen gefährdeter Tier- und Pflanzenarten vor. Die zu schützenden Lebensräume sind im Anhang I,	Die Gebietsabgrenzung wurde durch eine Ministerialverordnung festgelegt und von der EU Kommission bestätigt.	Verfassung eines „Zieldokument“. Dies ist ein Plan, der den Ausgangszustand beschreibt und Herausforderungen und Ziele definiert, die der Erhaltung oder Wiederherstellung von Lebensraumtypen und Arthabitaten dienen. Das	

Notiz zur Karte der Naturschutzgebiete im Gebiet der Oberrhein Konferenz

Natura 2000 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) désignés comme sites « habitats naturels-espèces » / Natura 2000 Fauna Flora Habitat (FFH)		die Arten in den Anhängen II, IV und V der Richtlinie aufgeführt.		Zieldokument empfiehlt, einen Aktionsplan zu erstellen. Die Umsetzung erfolgt in Form einer Charta oder durch Vertragsnaturschutz. Die Charta: es handelt sich um eine Verpflichtung zu einem guten Management des Gebiets. Die Teilnahme befreit von der Zahlung der Grundsteuer für nicht bebaute Grundstücke. Sie gewährt Zugang zu Fördermitteln, unter anderem im Bereich der Forstverwaltung. Die Verträge: sie ermöglichen konkrete Managementmaßnahmen die in einem Pflichtenheft festgelegt sind. Die Vertragnehmer erhalten eine finanzielle Vergütung, um die durch die Auflagen verursachten Betriebsverluste zu kompensieren. Es gibt drei Arten von Verträgen: Verträge zu landwirtschaftlichen, zu forstwirtschaftlichen und zu sonstigen naturschutzrelevanten Aspekten. Bewertung der Auswirkungen der Aktivitäten innerhalb von Natura 2000-Gebieten : Es obliegt dem jeweiligen Projektträger, die Auswirkungen auf die Arten und Lebensraumtypen zu bewerten und darauf zu achten, diese nicht zu beeinträchtigen.	
	D	„Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung“, ausgewiesen auf Basis der FFH-Richtlinie. Diese schreibt den Schutz von europaweit gefährdeten, natürlichen und naturnahen Lebensraumtypen sowie von Vorkommen gefährdeter Tier- und Pflanzenarten vor. Die zu schützenden Lebensräume sind im Anhang I, die Arten in den Anhängen II, IV und V der Richtlinie aufgeführt.	Durch die Landesregierung ausgewählte und in R.-P.zudem gesetzlich festgelegte (§ 17 LNatSchG R.-P.) Gebiete, die an die EU-Kommission gemeldet sind	Erstellung von Natura 2000 Managementplänen, in denen die Bestände von Lebensräumen und Lebensstätten von Arten festgehalten, Ziele zu Erhaltung und Entwicklung von diesen formuliert und Maßnahmen festgelegt werden. Die Natura 2000 Managementpläne sind verbindlich für Behörden. Zur Sicherung der Lebensräume und Lebensstätten von Arten werden vertragliche Vereinbarungen mit Landnutzern und Eigentümer abgeschlossen.	Sicherung der Artenvielfalt durch die Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen
	CH	Kein Äquivalent in der Schweiz. Die Biotop-Inventare des Bundes würden zwar Natura 2000 entsprechen. Für den verbindlichen Schutz sind jedoch die Kantone zuständig.			
Natura 2000 Zone de Protection Spéciale (ZPS) désignés comme sites « Oiseaux » / Natura 2000 Vogelschutzgebiet	F	Sonderschutzgebiete (ZPS), ausgewiesen auf Basis der Vogelschutz-Richtlinie 79/409/CEE vom 2. April 1979 (aktuelle Fassung: Vogelschutz-Richtlinie2009/147/CE vom 30. November 2009): Diese dient dem Schutz und der Erhaltung aller wild lebenden Vogelarten der Mitgliedsstaaten.	Die Gebietsabgrenzung wurde durch eine Ministerialverordnung festgelegt und von der EU Kommission bestätigt.	Gleiche Auswirkungen wie für ZSC.	

Notiz zur Karte der Naturschutzgebiete im Gebiet der Oberrhein Konferenz

	D	Besondere Schutzgebiete nach der Vogelschutz-Richtlinie. Diese dient dem Schutz und der Erhaltung aller wild lebenden Vogelarten der Mitgliedsstaaten.	Durch die Landesregierung ausgewählte und in R.-P.zudem gesetzlich festgelegte (§ 17 LNatSchG R.-P.) Gebiete, die an die EU-Kommission gemeldet sind.	Gleiche Auswirkungen wie bei den FFH-Gebieten	Sicherung der Artenvielfalt durch die Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen
	CH	Zug- und Wasservogelschutzgebiete werden gestützt auf die Jagdgesetzgebung ausgewiesen. Wie bei den Naturschutzgebieten sind die Kantone für Schutz und Unterhalt der geschützten Objekte zuständig.	Der Regierungsrat erlässt die Schutzdekrete.	Gleiche Auswirkungen wie bei den Naturschutzgebieten.	Schutz der Zug- und Wasservögel vor Jagd und Störungen sowie Sicherung allfälliger Brutplätze.